



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Sécurité de l'environnement industriel**

ARRÊTÉ
imposant des prescriptions complémentaires
à la société CHRYSO FRANCE
pour la modification des conditions d'exploitation de son site de SERMAISES

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et son titre premier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article R.181-45 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 25 novembre 2022 relatif à l'exploitation d'une installation de fabrication d'adjuvants pour matériaux de construction située 7 rue de l'Europe à SERMAISES et exploitée par la SAS CHRYSO ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2023 définissant des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets d'eau applicables à la société CHRYSO SAS afin de mettre en place des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et des dispositions de gestion de crise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le diagnostic de sa consommation d'eau due aux processus industriels et aux autres usages transmis par l'exploitant en date du 22 octobre 2024 en application de l'arrêté du 16 octobre 2023 susvisé ;

Vu le calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise transmis le 20 février 2025 en application de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2023 susvisé ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance relatif au projet d'implantation d'une nouvelle unité de production déposé le 1^{er} avril 2025 et complété le 23 mai 2025 par la société CHRYSO, en particulier le rapport VERITAS du 26 mars 2023 relatif au zonage ATEX ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance relatif au projet de recyclage de distillats d'acide acrylique déposé le 20 mai 2025 et complété les 10 juin et 10 juillet 2025 par la société CHRYSO ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 13 août 2025 ;

Vu la notification du projet d'arrêté complémentaire à la société CHRYSO FRANCE ;

Vu les observations présentées par l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé par courriel du 19 août 2025 ;

Considérant le contenu des dossiers de porter-à-connaissance déposés par l'exploitant ;

Considérant que les modifications présentées ne sont pas de nature à accroître les risques et constituent toutes deux des modifications notables mais non-substantielles des conditions d'exploitation de l'installation ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions applicables sur le site, en application des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les mesures prévues par la société CHRYSO FRANCE dans l'exercice de ses activités, complétées par l'application des dispositions du présent arrêté, sont de nature à prévenir efficacement les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, et la salubrité publiques ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société CHRYSO FRANCE (siège social : Tour Saint Gobain – 12 Place de l'Iris – 92400 COURBEVOIE) pour l'exploitation de son installation de fabrication d'adjuvants pour matériaux de construction sise au 7 rue de l'Europe sur le territoire de la commune de SERMAISES (coordonnées Lambert 93 : X : 590,490 km Y : 2 365,970 km).

Article 2 – Conformité des installations

Les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, construits, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et notamment dans les dossiers de porter-à-connaissance relatif au projet ISOVER dans sa version en date du 23 mai 2025 et au projet de recyclage des distillats d'acide acrylique dans sa version en date du 10 juillet 2025, en ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des actes antérieurs et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 – Stockage des produits

Les dispositions de l'article 1.2.3.10 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Stockage vrac

Certains produits en vrac (matières premières, produits semi-finis ou finis) sont stockés en extérieur sur rétention.

Les cuvettes de rétention pour les stockages extérieurs sont les suivantes :

Localisation	Cuvette	Capacité rétention (en m ³)	Nb de cuves	Capacité des cuves (en m ³)	Total capacité des cuves (en m ³)	Famille de produit PF : Produit fini MP : Matière première SF : Semi-fini
Extérieur cuvette A	Cuvette A1	136	14	23 à 50	383	PF : Produits de démoulage MP : Huiles
	Cuvette A2	34	6	5 à 25	90	PF : Produits de démoulage MP : Hydrocarbure
	Cuvette A3	111	7	10 à 50	262	PF : Produits de démoulage MP : Huiles
	Zone A	141	4	30 à 60	279	MP : Hydrocarbures
Extérieur cuvette B	Cuvette B1	119	11	12 à 20	140	PF : Produits de démoulage
	Cuvette B2	90	10	12 à 25	142	PF : Adjuvants non chlorés
	Cuvette B3	1487	5	50 à 100	350	MP : Eau, polyol PF : Prémélange liant pour laine de verre
Extérieur cuvette C	Cuvette C	25,45	1	23	23	PF : Adjuvant

Localisation	Cuvette	Capacité rétention (en m³)	Nb de cuves	Capacité des cuves (en m³)	Total capacité des cuves (en m³)	Famille de produit PF : Produit fini MP : Matière première SF : Semi-fini
Extérieur cuvette D	Cuvette D	905	24	25 à 50	1280	PF : Adjuvants non chlorés MP : Amines, bases
Extérieur cuvette E	Cuvette E2	212,63	6	50 à 100	349	PF : Agents de mouture, adjuvants chlorés
	Cuvette E3	348	13	25 à 50	580	PF : Agents de mouture, adjuvants chlorés MP : Polyglycol, Chlorés
Extérieur cuvette F	Cuvette F1	191	5	50 à 100	350	PF : Plastifiants SF : Adjuvants non chlorés
	Cuvette F2	35	2	25 à 30	60	Hydrocarbure chaufferie
	Cuvette F3	15	2	50	100	PF : Plastifiants
	Cuvette F4	156	4	50 à 100	300	PF : Adjuvants SF : Adjuvants
Extérieur cuvette G	Cuvette G1	575	26	25 à 100	1282	PF : Adjuvants non chlorés MP : Acides, polyglycol, bases
	Cuvette G2	28	1	30	30	PF : Plastifiants
	Cuvette G3	215	7	30 à 100	440	PF : Plastifiants MP : Polyglycol
Extérieur cuvette H	Cuvette H1	63	2	60	120	MP : Polyglycol, Acides
	Cuvette H2	100	4	50	200	MP : Formaldéhyde, Polyglycol, Acides
Extérieur cuvette M	Cuvette M	23	2	20	40	PF : Réducteur Cr
Extérieur Allée 1	Armoire inflammable AI 1C	5,5	5	8	/	MP : Alcool, Parfum
Bâtiment 6	Réservoir Thomas	70	1	45	35	Thomas
Bassin de confinement CHRYSO	Confinement	1000				Eaux d'extinction
Bassin de confinement FLAMMARION	Confinement	500				Eaux d'extinction

La capacité maximale de la citerne de livraison du réservoir « Thomas » ne peut excéder 20 tonnes.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance relatif au remplacement de la cuvette A avant le 31 décembre 2025 et met fin à son exploitation avant le 30 juin 2026.

Produits conditionnés :

Les produits sous forme conditionnée (matières premières et produits finis) sont stockés dans les bâtiments n°4, 5 et 11. Les matières premières spécifiques nécessaires aux productions quotidiennes, disposent d'emplacements spécifiques de stockage au niveau des ateliers concernés. Cette quantité est réduite au strict nécessaire.

Les stockages des produits classés inflammables se font exclusivement au niveau de l'armoire de stockage de liquide inflammable Allée 1 et dans le local sprinklé dédié aux liquides inflammables de première catégorie du bâtiment 4.

Stockage de lessive de soude

Le GRV de lessive de soude (1000 L) est doté d'une rétention adaptée et dédiée. Cette rétention respecte les dispositions de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022.

Article 4 – Conduits et installations raccordées

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

N° de rejet	Installations raccordées	N° de Bâtiment	Puissance ou capacité	Combustible	Type de rejet	Traitement avant rejet	Commentaires
2	Chaufferie A chaudière 2	3	2,326 MW	GNL	Canalisé Cheminée	/	/
4	Chaufferie B chaudière 4	6	2,326 MW	GNL	Canalisé Cheminée	/	/
5	Atelier colorants slurries	11	/	/	Canalisé Extracteur	Filtres poussière à poche	/
6	Atelier colorants poudres	11	/	/	Canalisé Extracteur	Filtres poussière à poche	/
7	Adjuvant chlorés : cuves 1F, 2F et 3F	3	/	/	Canalisé Extracteur	/	/
8	Adjuvant non chlorés : cuves NC01 à NC06	2	/	/	Canalisé Extracteur	/	/
8 bis	Adjuvant non chlorés : poudres	2	/	/	Canalisé Extracteur	Dépoussiéreur avec décolmatage à air comprimé	/
9	Atelier démoulage	2	/	/	Canalisé Extracteur	Filtre métallique + Filtre charbon actif	/
10	Atelier Lubrifiant Cheminée	6	/	/	Canalisé Extracteur	Filtre charbon actif	/
11	Réacteur R101	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
12	Réacteur R301	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
13	Réacteur R501	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
14	Pompe à vide R101	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
15	Pompe à vide 301	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
16	Pompe à vide 501	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
17	Formulateur R102	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
18	Formulateur R302	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
19	Formulateur R303	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit

N° de rejet	Installations raccordées	N° de Bâtiment	Puissance ou capacité	Combustible	Type de rejet	Traitement avant rejet	Commentaires
20	Formulateur R1	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
21	Formulateur R2	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
22	Formulateur R502	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
23	Réacteur R601	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
24	Réacteur R701	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
25	Pompe à vide R601, R701	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
26	Formulateur R702	6	/	/	Diffus Évent	/	Pas de motorisation donc pas de débit
27	Cuve de stockage, mélangeur et réacteur (CAPPABEAUCE)	3	/	/	Canalisé Cheminée	Colonne de lavage	/
28	Chaudière (CAPPABEAUCE)	3	1,1 MW	GNL	Canalisé Cheminée	/	/

Exutoire 1 inexistant (ancien restaurant administratif)

Article 5 – Conditions générales de rejet

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Hauteur minimale en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
2	7	0,51	2000	5
3	5	0,36	-	5
4	5	0,15	2400	5
5	10	0,5	4200	5
6	10	0,6	8000	8
7	10	0,4	3000	5
8	10	0,17	420	5
8 bis	10	0,45	5600	8
9	10	0,33	3500	5
10	11	0,7	5300	8
27	10	0,4	7000	8
28	4	0,5	2700	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Article 6 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :

REJETS CANALISÉS n°2, 4 et 28 – Installations de combustion : chaudières

Les rejets atmosphériques des conduits n°2 à n°4 (exutoires des chaudières) doivent respecter les valeurs limites d'émission définies à l'article 6.2.6 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Les rejets atmosphériques du conduit n°28 (exutoire de la chaudière CAPPABEAUCE) respecte les valeurs limites d'émission définies par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (installation mise en service en 2022).

Le groupe motopompe (0,2 MW) présente une puissance nominale inférieure à 1 MW et n'est donc pas soumis à ces valeurs limites d'émissions conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté sus-cité.

Les autres rejets canalisés doivent respecter les valeurs limites d'émission définies à l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Le flux total de poussières est inférieur ou égal à 1 kg/h.

Pour mémoire, les concentrations à respecter sont les suivantes :

REJETS CANALISÉS n°5 à 27 – Extracteurs

Conduit N°5 – Extracteur atelier colorants slurries		
	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Poussières	100	0,42

Conduit N°6 – Extracteur atelier colorants poudres		
	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Poussières	100	0,8

Conduit N°7 – Extracteur atelier adjuvants chlorés		
	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Poussières	100	0,3
Monoxyde de carbone (CO)	150	0,45
Composés Organiques Volatils non méthaniques (COVNM)	110	0,33
Formaldéhyde	2	0,006
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	50	0,150

Conduit N°8 – Extracteur atelier adjuvants non chlorés		
	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Poussières	100	0,042
Monoxyde de carbone (CO)	150	0,630
Composés Organiques Volatils non méthaniques (COVNM)	110	0,046
Formaldéhyde	2	0,001

Conduit N°8 bis – Extracteur adjuvants non chlorés : poudres		
	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Poussières	100	0,560

Conduit N°9 – Extracteur atelier démoulage		
	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Poussières	100	0,350
Monoxyde de carbone (CO)	150	0,525
Composés Organiques Volatils non méthaniques (COVNM)	110	0,385
Formaldéhyde	2	0,007

Conduit N°10 – Extracteur atelier polymères 1 à 3		
	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Poussières	100	0,530
Monoxyde de carbone (CO)	150	0,795
Composés Organiques Volatils non méthaniques (COVNM)	110	0,583
Formaldéhyde	2	0,011

Conduit N°27 – Extracteur CAPPABEAUCE		
	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Thomas	< LQ	-

LQ ; valeur à proposer par l'exploitant et soumise à l'accord de l'inspection des installations classées.

Article 7 – Origine des approvisionnements en eau

Les dispositions de l'article 4.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)				
		2025	2026	2027	2028	2029 et années suivantes
Réseau public	Sermaises (45310)	52000	60000	65000	60000	55000

Article 8 – Actions d'économie d'eau

La société CHRYSO doit mettre en place les aménagements pérennes qu'elle a proposés le 20 février 2025 afin de réduire ses prélèvements en eau dans les délais indiqués par ce même document.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées des aménagements effectués et transmet les éléments justifiant de leur mise en œuvre et des réductions des prélèvements engendrées selon le calendrier suivant :

Opération d'économie	Échéance de transmission
Cartographie des réseaux et réparation des fuites	31/12/25
Fermeture de l'atelier colorant	31/12/25
Raccordement à l'eau recyclée de l'atelier « adjuvants »	31/12/25
Agrandissement de la station de prétraitements des déchets et de recyclage d'eau	31/12/30

Article 9 – Stockages particuliers

Les dispositions de l'article 12.5 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'acide méthacrylique est stocké dans le magasin des Matières Premières et dans une étuve dédiée, avant utilisation.

L'acide acrylique est stocké dans un réservoir de 45 m³, dont le volume utile est limité à 35 m³, dans le bâtiment 6. Le contrôle de température de l'acide acrylique contenu dans la citerne est réalisé avant l'entrée sur site. En cas de température > à 28°C, l'accès au site est interdit et l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour envoyer le camion vers une aire protégée, sur proposition de la société expéditrice.

Les distillats d'acide acrylique stockés sont concentrés à moins de 25 % (en poids). La quantité totale est maintenue inférieure à 30 m³. Un contrôle qualité, permettant de vérifier la concentration en acide acrylique et l'absence d'impureté, est systématiquement réalisé.

Le stockage en emballages étanches à l'eau de capacité unitaire inférieure ou égale à 25 kg des produits comburants générant des gaz toxiques en quantité significative lors de leur décomposition est réalisé à une hauteur maximale de 8 mètres.

Le stockage des produits comburants générant des gaz toxiques en quantité significative lors de leur décomposition sous une autre forme (en sac de grande contenance type big-bag, en emballages de petite contenance non étanches à l'eau, en vrac...) est réalisé dans les conditions suivantes :

- dans des cellules équipées d'un dispositif de détection gaz adapté aux produits susceptibles d'être générés en cas de décomposition accidentelle, avec transmission, en tout temps, de l'alarme à la télésurveillance ;
- à une hauteur maximale de 5 mètres ;
- en îlots dédiés à ces produits d'une surface au sol de 6 m² maximum, éloignés d'au moins 5 mètres les uns des autres et des produits comburants, ou séparés par un mur REI 120 dont la hauteur et la largeur dépassent les stockages de 1 mètre ;
- dans un local non équipé d'une extinction automatique pour les produits conditionnés dans des emballages non étanches à l'eau.

Article 10 – Prévention des nuisances sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée trois mois après la mise en service du nouveau procédé de fabrication présenté dans le dossier de porter-à-connaissance relatif au projet ISOVER visé ci-dessus. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées dès réception par l'exploitant.

Article 11 – Dispositions supplémentaires pour les équipements susceptibles de dégager des poussières combustibles

Sans préjudice du respect des dispositions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et de l'article 8.2.2. de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé, l'exploitant met en place les mesures de prévention et de protection adaptées permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie et ses conséquences potentielles, notamment au niveau des circuits de ventilation et des équipements de traitement des rejets.. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

L'exploitant dispose d'une analyse formalisée par des personnes qualifiées justifiant de la suffisance de ces mesures.

En particulier, s'agissant des formulateurs de l'atelier « Adjuvants non chlorés », ces mesures sont notamment conformes à celles présentées dans le rapport VERITAS du 26 mars 2025 susvisé et prennent en compte les recommandations qui y figurent. Au regard des débits d'aspiration, seuls deux trous d'homme peuvent être utilisés en même temps.

Article 12 – Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il est fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 13 – Publicité

En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE 21 AOÛT 2025

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

